LE MATIN

N° 94

SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 JUIN 1977

1,50 F

SPECIAL WEEK-END

■ Des randonnées à pied

■ Essai de la Volkswagen GTI

Les planches à voile ■ Le golf n'est pas un sport cher ■ La fête de Beauvais p. 13. 14. 15

REIMS A L'ASSAUT DE SAINT-ETIENNE

Finale de la Coupe de France ce soir à 20 h p. 23

LE CONGRES DU PS : LA MINORITE PRETE AU RALLIEMENT

Le CERES pourrait cesser d'exister en tant qu'organisme indépendant

Jean-Pierre Chevènement, Claude Estier et François Mitterrand : les avantages et les inconvénients d'une réconciliation seront soigneusement pesés

L'UNITE du parti n'est pas en question. Tout au long de la première journée du congrès de Nantes, cette phrase est revenue comme un leitmotiv dans la bouche des principaux orateurs du congrès du PS, qu'ils appartiennent à la majorité,

comme Pierre Mauroy et Claude Estier, ou à la minorité, comme Michel Charzat et Pierre Guidoni. Il est certes moins que jamais question d'une scission qui détacherait le CERES du parti. De même que la stratégie fondamentale du PS, l'Union de la gauche,

n'est discutée par personne. La question posée est en réalité celle-ci : « La majorité et la minorité peuvent-elles s'entendre pour gouverner le parti ensemble, comme elles l'ont fait pendant quatre ans avant la rupture du congrès de Pau en 1975 ? »

page 3

Le CERES serait prêt à cesser d'exister en tant qu'organisme indépendant

SPECIAL
NANTES 77

Avantages et inconvénients d'une réconciliation

Une chose est sûre : le CERES veut la réconciliation : « Nous sommes là pour définir les convergences, pas pour approfondir les divergences, et nous ne demandons pas plus que les droits et devoirs que s'accordent à eux-mêmes les sous-courants qui ont signé la motion de la majorité », a répondu Pierre Guidoni à Claude Estier. Celui-ci, développant un argument de Pierre Mauroy, selon lequel la synthèse entre les deux courants doit passer par un accord politique de fond, avait énuméré les points de divergence entre le CERES et la direction du parti.

D'un de nos envoyés spéciaux

EN premier lieu, la conception des relations avec les autres formations de l'Union de la gauche : il a été reproché depuis longtemps au CERES, et dernièrement encore à l'occasion des élections municipales, d'être trop conciliant avec le parti communiste, voire de s'aligner un peu trop facilement sur ses positions.

Le nombre et le contenu des nationalisations auxquelles devrait procéder un gouvernement de gauche, la conception de la planification démocratique et, bien sûr, l'Europe, constituent autant de points de doctrine sur lesquels il fut demandé aux amis de Jean-Pierre Chevènement de s'aligner. On saura aujourd'hui, une fois établi le bilan de la commission des résolutions, si un accord a pu être réalisé sur ces questions de fond.

Reste — et c'est sans doute là l'essentiel quoi qu'on en dise à la tribune — le problème de la discipline interne du parti. Le CERES se déclare prêt à la respecter désormais. C'est d'ailleurs à l'instigation de Jean-Pierre Chevènement, a-t-on appris dans les coulisses du congrès, que les responsables de la minorité dans le Nord ont accepté de signer un accord qui prévoit la disparition du CERES en tant qu'organisation disposant de locaux et de moyens financiers distincts de ceux du parti.

Jean-Pierre Chevènement et ses amis se déclarent disposés à appliquer cet accord à l'échelon national.

Il semble qu'un de leurs meilleurs alliés au sein de la direction du parti soit Pierre Mauroy, député et maire de Lille. Celui-ci acquerrait sans

doute une dimension supplémentaire en apparaissant comme l'artisan du rétablissement de la cohésion du parti.

Pour entrer dans la direction à la veille d'élections qui peuvent amener le PS au pouvoir, le CERES est prêt à faire toutes les promesses. Il ne critiquera plus les responsables du parti, il sera discipliné, il n'exposera plus de positions contraires à celles de la majorité. Cependant, l'accord se heurte encore à de sérieuses résistances dans l'entourage de François Mitterrand : « Qu'est-ce qui nous garantit leur bonne foi ? Ils nous en ont tellement fait voir depuis cinq ans », murmurait hier soir un des secrétaires nationaux sortants. En réalité, la plupart des leaders de la majorité avaient fini par trouver avantage à la situation actuelle, jugeant que le CERES était finalement moins gênant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'appareil du parti.

Reste à considérer l'impact qu'une réconciliation pourrait avoir auprès d'une opinion publique et de militants toujours sensibles aux slogans unitaires. Ce sont ces avantages et ces inconvénients de la « synthèse » que François Mitterrand médite encore. Son verdict sera décisif. Mais, quoi qu'il arrive, on peut parier qu'il fera payer cher son ralliement au CERES.

Guy Claisse

De Pierre Mauroy à Michel Charzat

A la recherche d'une synthèse

Pierre Mauroy à la tribune : « Le PS est devenu un authentique parti de masse »

C'est le portrait d'un parti puissant, sûr de lui et de sa force, à l'image de ce qu'il est lui-même, que Pierre Mauroy, le numéro deux du PS, a brossé hier devant ses amis, à l'ouverture du congrès de Nantes. Un parti qui comptait 164 722 adhérents en juin 1977 et devrait atteindre à la fin de l'année le nombre de 175 000.

D'un de nos envoyés spéciaux

TRADITIONNELLEMENT, la première journée d'un congrès du Parti socialiste est consacrée à la vérification des mandats, à la mise en place de la commission des résolutions... Mais ce n'est que le prologue. Le seul élément important de la journée d'hier a été le rapport d'activité de la direction sortante, présenté par le député maire de Lille. Ce rapport a été approuvé à l'unanimité par les 1 500 délégués.

« Nous sommes devenus le premier parti de France, a souligné le maire de Lille. Sur le plan électoral, le Parti socialiste crée en sa faveur un phénomène plus ou moins analogue à celui du mouvement gaulliste à son apogée. »

Mais au-delà du quantitatif, c'est sur le changement de nature de son parti que Pierre Mauroy a particulièrement insisté. « Le PS devient un authentique parti de masse... Il présente toutes les caractéristiques d'un grand parti populaire. » Et de souligner l'importance de ce renouvellement qui fait du PS « un parti plus jeune, plus ouvrier, plus cadres moyens que la société française dans son ensemble ».

Ce parti sûr de lui, que le secrétaire national a présenté, c'est un parti qui n'hésite pas à affirmer son identité. D'abord face à ses partenaires de l'Union de la gauche. Ensuite face à l'ensemble de la population. La conclusion du maire de Lille a sonné comme un avertissement : « Il n'y a pas lieu pour nous de manifester une autosatisfaction déplacée. Mais il n'y a pas non plus matière à justifier des attaques ou des procès d'intention contre la direction et le premier secrétaire qui ont amené le parti à ces résultats. »

La réponse du CERES ne s'est pas fait attendre. Michel Charzat a pris la parole immédiatement après Pierre Mauroy pour annoncer que la minorité votera le quitus à la direction, mais que si le CERES « peut aujourd'hui dire oui, c'est parce que pendant deux ans il a su dire non ».

Cela posé, la minorité a réclamé une nouvelle fois un véritable débat sur les problèmes de fond, condition indispensable à cet accord auquel « aspirent les militants ».

Puis, le ton se fit conciliant : « Une page de l'histoi-

re est tournée. Il nous reste à écrire ensemble celle de la victoire du socialisme. » Il était difficile de demander plus clairement un accord entre les deux courants.

Tout au long de la journée, jusqu'au vote indicatif sur les motions, les représentants des deux tendances se succédèrent à la tribune. Pierre Mauroy et Roger Fajardie (secrétaire national aux élections) intervinrent en conclusion du débat sur le rapport d'activité de la direction. Claude Estier pour la majorité et Pierre Guidoni pour le CERES montèrent à la tribune pour défendre et illustrer les motions de leur courant. Et à travers toutes les interventions, le dialogue majorité-minorité s'est poursuivi. Les responsables du CERES affirmèrent leur désir de parvenir à un accord, sans pour autant renoncer à leur originalité. Les orateurs du courant 1 réclamèrent, eux, des garanties pour l'avenir.

Le rapport de forces une fois définitivement précisé par le décompte des mandats (4 441 pour la majorité, soit 75,01 %, 1 419 pour le CERES, soit 23,99 %, et 0,92 % d'abstention), la commission des résolutions chargée d'élaborer un éventuel texte de synthèse se mit au travail.

Le Congrès est alors entré sans sa phase capitale. En attendant, les militants étaient invités à se rendre le soir au palais des sports de Nantes pour écouter Mikis Theodorakis chanter pour la première fois leur nouvel hymne.

Alexis Liebaert